

La justice internationale, comme si vous y étiez

SIMON PETITE, Date: Jeudi, 16 décembre @ 00:00:00

Sujet Genève

INTERNET - TRIAL lance une base de données recensant toutes les poursuites pour crimes de guerre, tortures ou génocide.

Pinochet est rattrapé par la justice chilienne. Saddam Hussein va devoir répondre de nombreux chefs d'accusation devant le «tribunal spécial irakien». Il est désormais possible de suivre ces affaires sur le site Internet «TRIAL Watch»¹. Cette base de données a été inaugurée hier par Trial (l'Association suisse contre l'impunité) qui a reçu vendredi le Prix Courrier des droits humains². Elle offre un accès aux procédures ouvertes pour les crimes internationaux (crimes contre l'humanité, de guerre, génocide et torture). Une centaine de dossiers d'accusation sont d'ores et déjà consultables. En effet, Augusto Pinochet et Saddam Hussein ne sont pas les seuls dirigeants à devoir rendre des comptes. L'assignation à résidence de l'ex-dictateur chilien à Londres en 1998 a montré que chaque pays pouvait poursuivre les criminels de guerre ou les génocidaires. Plusieurs procédures ont depuis été lancées en France, en Belgique ou en Espagne.

Parallèlement, les tribunaux pénaux spéciaux instaurés par l'ONU pour les crimes commis en ex-Yougoslavie, au Rwanda et en Sierra Leone continuent leur travail. Les juges de la Cour pénale internationale (CPI) instruisent quant à eux leurs premières affaires.

L'équipe de «TRIAL Watch», essentiellement bénévole, alimentera quotidiennement le site en nouvelles informations. La base de données constitue un «outil unique en son genre», s'est félicité hier Philip Grant, président de TRIAL. Elle devrait être utile aux militants des ONG, aux journalistes ou à tous ceux intéressés par la justice internationale.

«Et si l'Office fédéral des réfugiés avait pu consulter le site, il n'aurait peut-être pas expulsé Félicien Kabuga en juillet 1994», relève Philip Grant. Avant de s'envoler vers Kinshasa aux frais de la Confédération, le financier du génocide rwandais avait encore eu le temps de retirer de l'argent à Genève-Cointrin, apprend-t-on sur «TRIAL Watch». M. Kabuga est toujours en fuite.

¹www.trial-ch.org/trialwatch.

²Lire notre édition de samedi.

Cet article provient de Le Courrier

<http://www.lecourrier.ch/>

L'URL de cet article est :

<http://www.lecourrier.ch/modules.php?>

[op=modload&name=NewsPaper&file=article&sid=38864](http://www.lecourrier.ch/modules.php?op=modload&name=NewsPaper&file=article&sid=38864)